

Gouvernance, traçabilité et participation locale : vers une rupture du cycle de conflit lié aux ressources naturelles en République Démocratique du Congo

AMU KABALE John*, MESONGOLO NKOY MAFUTA Rachel* et NZUNGI MASENGO Arlette*

* *Centre de Recherche en Sciences humaines (CRESH)*

Date de réception : 06.10.2025 | Date d'acceptation : 23.10.2025 | Date de publication : 20.12.2025



Mots-clés

Gouvernance minière,
Traçabilité, Inclusion
communautaire,
Conflits armés,
Réforme
institutionnelle.

Résumé

La République démocratique du Congo (RDC) reste confrontée à un paradoxe structurel : l'exploitation de ses ressources minières stratégiques — cobalt, coltan, cuivre et lithium — alimente des cycles de conflits armés au lieu de soutenir son développement socio-économique. Héritée de la période coloniale, cette dynamique est aggravée par une gouvernance défaillante, la faiblesse des institutions, la corruption et la prédation des ressources par des acteurs étatiques, privés et armés, en particulier dans l'Est du pays. Cet article analyse comment des mécanismes de gouvernance peuvent rompre le lien entre extraction minière et violence, en mobilisant la transparence, la traçabilité et la participation locale. S'appuyant sur une approche qualitative et documentaire, il propose de repenser la gestion du secteur minier autour de trois leviers interdépendants : (i) une réforme approfondie de la gouvernance fondée sur la responsabilité institutionnelle ; (ii) des systèmes de traçabilité rigoureux soutenus par des audits indépendants ; et (iii) une implication effective des communautés locales et des autorités coutumières dans les processus décisionnels ainsi que dans le partage des bénéfices. L'article conclut que la territorialisation des politiques minières, associée à un contrôle citoyen et à une coopération internationale renforcée, constitue une condition nécessaire pour transformer les ressources naturelles en vecteurs de paix, de légitimité institutionnelle et de développement durable en RDC.

Keywords

Mining governance,
Traceability, Community
inclusion, Armed conflicts,
Institutional reform.

Abstract

The Democratic Republic of Congo (DRC) continues to face a structural paradox: the exploitation of its strategic mineral resources—cobalt, coltan, copper, and lithium—fuels cycles of armed conflict instead of supporting socio-economic development. Rooted in the colonial legacy, this dynamic is exacerbated by weak governance, fragile institutions, corruption, and the predatory management of resources by state, private, and armed actors, particularly in the eastern regions of the country. This article examines how governance mechanisms can break the link between mineral extraction and violence by mobilizing transparency, traceability, and local participation. Drawing on a qualitative and documentary approach, it proposes rethinking the management of the mining sector around three interdependent pillars: (i) a comprehensive governance reform grounded in institutional accountability; (ii) rigorous traceability systems supported by independent audits; and (iii) the effective involvement of local communities and customary authorities in decision-making processes and benefit-sharing arrangements. The article concludes that the territorialization of mining policies, combined with citizen oversight and strengthened international cooperation, is essential for transforming natural resources into drivers of peace, institutional legitimacy, and sustainable development in the DRC.

INTRODUCTION

La République démocratique du Congo (RDC) occupe une position géostratégique majeure en raison de ses immenses gisements de cobalt, d'or, de cuivre, de diamants ainsi que de minerais stratégiques émergents tels que le lithium et le coltan, devenus indispensables à l'industrie technologique mondiale (BBC Afrique, 2024). Cependant, loin de constituer un levier de développement, ces ressources ont fréquemment alimenté des cycles de violence et une instabilité politique persistante dans plusieurs régions du pays. Ce paradoxe s'enracine dans la période coloniale, durant laquelle l'économie congolaise fut structurée autour d'une exploitation minière intensive et extractiviste, menée sans considération pour les dynamiques sociales locales. Cette gouvernance importée, excluant les populations autochtones et empêchant toute maîtrise souveraine des ressources, a généré des inégalités profondes et jeté les bases des conflits armés contemporains (AMNESTY INTERNATIONAL, 2024).

Depuis l'indépendance, l'affaiblissement progressif des institutions a permis à des acteurs étatiques, privés et armés de s'appropriier les ressources naturelles, perpétuant ainsi une dynamique prédatrice. Dans l'Est du pays, la compétition pour le contrôle des sites miniers se combine aux ingérences régionales et aux alliances fluctuantes entre acteurs locaux et étrangers, produisant un cercle vicieux où l'exploitation minière alimente davantage la violence que le développement (MOLEKA, 2024).

Dans ce contexte, trois conditions apparaissent essentielles pour rompre le lien entre ressources minières et conflits armés : une gouvernance renouvelée et souveraine, un système de traçabilité transparent et l'implication effective des communautés locales. Ensemble, ces leviers favorisent un cadre de redistribution plus équitable, limitent la corruption et renforcent la légitimité des institutions publiques. Leur efficacité repose toutefois sur leur articulation : ils ne constituent pas des mécanismes isolés, mais des dimensions interconnectées dont la mise en œuvre concertée peut permettre de briser le lien structurel entre exploitation minière et violence. Sans une approche inclusive et durable, toute tentative de réforme demeure fragile.

MÉTHODOLOGIE

La présente recherche adopte une démarche qualitative et documentaire. Elle s'appuie sur un corpus pluridimensionnel comprenant des :

- Rapports institutionnels récents (ONU, Amnesty International, Natural Resource Governance Institute, 2024–2025) ;
- Articles scientifiques et des ouvrages académiques publiés entre 2020 et 2025 ;
- Analyses journalistiques et des tribunes spécialisées en ligne.

Cette approche pluraliste est complétée par une analyse diachronique, permettant de croiser les perspectives institutionnelles, académiques et médiatiques. Ce croisement vise à mettre en évidence les interactions complexes entre exploitation des ressources naturelles, gouvernance et conflits armés, tout en intégrant les héritages historiques et les enjeux géopolitiques contemporains.

COMPRENDRE LA PERSISTANCE DES CONFLITS LIES AUX RESSOURCES NATURELLES EN RDC

Contexte historique et genèse des conflits

La persistance des conflits liés aux ressources en République démocratique du Congo (RDC) trouve ses racines dans un enchevêtrement d'héritages historiques, institutionnels, économiques et sociaux, qui se croisent et se renforcent mutuellement depuis la période coloniale jusqu'à aujourd'hui (AMNESTY INTERNATIONAL, 2025).

Dès l'indépendance, les rivalités pour le contrôle des ressources se sont installées durablement. Elles se sont articulées aux luttes politiques, aux ambitions personnelles et, surtout, à la faiblesse de l'État hérité de la colonisation belge, lequel n'avait laissé ni institutions solides ni mécanismes transparents de gestion équitable des richesses (AMNESTY INTERNATIONAL, 2025).

Dans les années 1990, la chute du régime Mobutu a amplifié ce désordre structurel. Les guerres régionales qui ont suivi ont affaibli davantage le pouvoir central. Des groupes armés et des réseaux de prédation, parfois implantés au sein même de l'appareil d'État, ont alors profité de cette situation pour organiser une exploitation anarchique des ressources minières. Les circuits officiels de commercialisation se sont effondrés, le commerce s'est fragmenté, et chaque rupture a nourri la spirale de violence (KALALA et MBIYE, 2009).

Ressources et mécanismes d'exploitation

L'exploitation des minerais précieux et stratégiques — tels que l'or, le coltan, le cobalt et le diamant — n'est jamais neutre. Elle s'inscrit dans un environnement fragile où la gouvernance est défaillante et les institutions, minées par des failles profondes, peinent à encadrer les flux. Par conséquent, l'extraction devient une source de luttes, de contrôle territorial et de rivalités entre acteurs locaux et internationaux.

En RDC, les conflits ne surgissent pas du néant. Ils s'enracinent dans l'histoire coloniale et post-coloniale, tandis que les calculs géopolitiques régionaux et la faiblesse persistante des instruments de gouvernance accentuent la fragilité du territoire. Ensemble, ces dimensions entretiennent un cycle de violences quasi continu (JAMAR et al., 2023).

Dans les zones minières, l'instabilité est chronique. Le pouvoir se fragmente, l'État peine à exercer un contrôle effectif et la gouvernance devient contestée. La corruption prospère, les « carrés miniers » captent les richesses et la transparence disparaît. Dans ce contexte, la violence s'enracine, et certaines zones deviennent des foyers quasi permanents de conflits armés (ZOLA, 2024).

À l'Est, la gouvernance coutumière illustre cette ambivalence : elle peut agir comme médiation sociale, mais peut également, parfois indirectement, se rapprocher des groupes armés. Ce double rôle rend la gestion des ressources particulièrement complexe. Réduire cette logique à la seule dimension économique serait une lecture simpliste et réductrice.

Cette ambivalence se manifeste dans des exemples concrets. À Beni et en Ituri, des Groupes Consultatifs de Médiation (GCM) ont été créés pour renforcer la cohésion sociale et apaiser les tensions liées aux ressources naturelles. Cependant, ailleurs, certaines autorités coutumières se rapprochent des groupes armés, alimentant la défiance. Le mouvement « Kamwina Nsapu », né d'un conflit coutumier avant d'évoluer en mouvement armé, illustre parfaitement ce paradoxe et la complexité de l'instabilité durable en RDC (ZOLA, 2024).

Dimensions nationales et internationales

La dimension internationale ajoute une couche de complexité aux conflits liés aux ressources. La République démocratique du Congo (RDC), riche en minerais stratégiques essentiels aux technologies modernes, occupe une position clé dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Cependant, l'absence de mécanismes de traçabilité rigoureux et la faiblesse des institutions alimentent un commerce illicite, qui contribue durablement aux conflits armés (ONU, 2025). L'instauration de mécanismes fiables de gouvernance et de certification apparaît donc autant comme un défi politique et structurel qu'économique.

Le Processus de Kimberley illustre bien ces limites. Dans la région, ce mécanisme manque d'ancrage local et s'appuie sur des États trop fragiles. Par conséquent, ses effets restent limités et presque invisibles (NGOYI et MANTSIE, 2024). Ces échecs mettent en évidence l'urgence d'une approche intégrée, combinant réforme institutionnelle, renforcement des outils technologiques de traçabilité et inclusion réelle des communautés locales. Leur rôle doit être central : sans elles, toute stabilisation demeure fragile, et les dynamiques conflictuelles, enracinées et multiples, continuent de se manifester.

Comprendre ce contexte implique de dépasser la simple gestion des minerais. Une lecture transversale des enjeux politiques, économiques et sociaux est nécessaire, car ces dimensions sont indissociables et conditionnent la durabilité des solutions. Les interventions

qui ne sont pas inclusives et efficaces risquent de rester des mesures symboliques dépourvues d'impact réel. C'est sur cette base que s'appuie la présente recherche, qui adopte une démarche attentive aux interactions complexes, dans le but de proposer des pistes concrètes pour rompre le lien entre ressources naturelles et conflits armés en RDC.

Faiblesses de la gouvernance en RDC

L'analyse des faiblesses de la gouvernance en RDC révèle une mosaïque de dysfonctionnements structurels qui compromettent la gestion pacifique et durable des ressources naturelles. Ces insuffisances institutionnelles, déjà évoquées dans le cadre historique de la persistance des conflits, se manifestent sous différentes formes mais convergent vers une incapacité collective à réguler et contrôler efficacement l'exploitation des richesses du sous-sol.

Depuis les années 1990, la guerre et la crise politique ont entraîné le démantèlement progressif des structures de l'État, affaiblissant des secteurs clés tels que le ministère des Mines, dépourvu de sa capacité normative et opérationnelle. Ce vide réglementaire a favorisé des pratiques informelles et illégales, notamment des contrats miniers opaques et des concessions cédées illicitement impliquant des acteurs étatiques défaillants et des réseaux armés (KALALA et MBIYE, 2009). Ces pratiques illustrent une gouvernance marquée par le clientélisme, la corruption et des logiques de prédation.

La gouvernance locale, incarnée notamment par les autorités coutumières, révèle l'ambiguïté de la régulation territoriale dans l'Est du pays. Ces autorités, qui devraient stabiliser l'accès aux ressources et médiatiser les conflits, oscillent fréquemment entre fonctions sociales légitimes et complicités implicites avec des groupes armés ou des acteurs économiques illicites (JAMAR et al., 2023). Cette situation brouille la frontière entre institutions formelles et informelles et transforme le contrôle territorial des ressources en un enjeu fragmenté de pouvoir.

L'absence de transparence dans la chaîne de valeur constitue une autre faiblesse majeure. L'État congolais ne dispose pas des outils techniques et institutionnels nécessaires pour instaurer des mécanismes de traçabilité robustes garantissant la légalité des matières premières exportées. Cette insuffisance favorise l'essor d'un commerce clandestin transnational qui finance directement ou indirectement les groupes armés (NGOYI et MANTSIE, 2024).

Ces faiblesses sont amplifiées par la corruption endémique et la captation des institutions par des élites politiques et économiques, qui privilégient leurs intérêts privés au détriment de l'intérêt général. Cela affecte profondément la redistribution des revenus issus des ressources minières, créant frustrations locales et méfiance envers les institutions publiques

(AMNESTY INTERNATIONAL, 2024). Le sentiment d'exclusion et d'injustice accroît la réceptivité des communautés aux discours armés et accentue la fragmentation territoriale et politique.

Enfin, la faible coordination entre les différents niveaux de pouvoirs et l'absence de dialogue inclusif entretiennent les tensions autour des sites miniers, rendant les réformes inefficaces et augmentant la vulnérabilité des territoires.

Lien entre mauvaise gouvernance et conflictualité

Le lien entre mauvaise gouvernance et conflictualité en République démocratique du Congo (RDC) s'inscrit dans un processus où l'absence d'institutions fortes et transparentes engendre un environnement propice à l'émergence et à la perpétuation des violences armées liées à l'exploitation des ressources naturelles.

L'un des signes les plus immédiats de ce lien est l'incapacité de l'État à contrôler de vastes zones minières, ce qui permet l'occupation et l'exploitation illégales par des acteurs armés et des réseaux de trafiquants. Les rapports du Groupe d'experts du Conseil de sécurité des Nations Unies (2025) documentent en détail les dynamiques de conflit, les flux illicites de ressources naturelles et le financement des groupes armés dans les provinces orientales de la RDC.

L'absence de contrôle effectif favorise une appropriation prédatrice des ressources, où la recherche du profit immédiat prime sur l'intérêt public. Les revenus clandestins servent directement à l'armement et à la logistique des mouvements rebelles. Des analyses récentes montrent que les circuits de l'or et du cobalt issus de l'exploitation artisanale sont largement contaminés par des pratiques de corruption et de contrebande bénéficiant à des milices et à des réseaux transfrontaliers. Le projet IPIS Research (2025) analyse ces chaînes d'approvisionnement, mettant en lumière les mécanismes de financement des conflits et les enjeux de traçabilité dans les zones à haut risque.

Cette dynamique est amplifiée par le rôle ambigu des autorités locales et coutumières : l'enchevêtrement des normes coutumières et des intérêts économiques illégitimes accroît les tensions intercommunautaires et facilite la capture locale des sites miniers par des acteurs armés ou des entrepreneurs informels, fracturant le contrôle territorial et favorisant des affrontements répétés (POLEPOLE, 2013). Des enquêtes de terrain et rapports d'ONG indiquent que, dans plusieurs territoires du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, l'autorité coutumière peut être instrumentalisée pour légitimer des occupations de sites et contrôler l'accès aux revenus miniers au profit d'élites locales.

Par ailleurs, l'insuffisance des mécanismes de traçabilité et des contrôles aux frontières permet la persistance de circuits illicites d'exportation. Les initiatives internationales, telles que les procédés de certification et de traçabilité, butent sur un maillage institutionnel local fragile et sur des corridors de contrebande qui contournent les systèmes officiels (NGOYI et MANTSIE, 2024). Les évaluations techniques récentes montrent que, sans assise locale crédible et contrôle territorial effectif, les mécanismes internationaux restent limités dans leur capacité à interrompre les flux financiers alimentant les groupes armés.

Enfin, la corruption systémique et la captation des ressources par une élite restreinte créent des inégalités criantes et accentuent la marginalisation des communautés. Ces facteurs sont exploités par des groupes armés pour recruter et légitimer leurs actions (JAMAR et al., 2023). Amnesty International et d'autres acteurs documentent comment l'impunité et la capture des recettes minières exacerbent la fragilité sociale et la colère locale, tout en affaiblissant la confiance dans les institutions. Parallèlement, les offensives récentes de groupes comme le M23 et la prise de centres urbains tels que Goma et Bukavu (2024–2025) ont provoqué des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés, illustrant comment l'accaparement territorial lié aux enjeux miniers amplifie la crise humanitaire et la désintégration du contrôle public (AMNESTY INTERNATIONAL, 2025).

GOUVERNANCE, TRAÇABILITE ET PARTICIPATION LOCALE : LEVIERS DE RUPTURE DU CYCLE

Réformer la gouvernance minière : transparence, redevabilité et vision nationale

La réforme de la gouvernance minière en République démocratique du Congo (RDC) n'est pas un choix, mais une nécessité. Sans elle, la spirale des conflits alimentés par l'exploitation prédatrice des ressources perdurera. Trois piliers principaux doivent soutenir cette réforme : la transparence, la redevabilité et une vision nationale cohérente. Ensemble, ils renforcent la légitimité de l'État, reconstruisent un cadre institutionnel solide et transforment les minerais en leviers de stabilité et de développement durable.

Transparence

La transparence constitue le premier pilier. Elle vise à réduire l'opacité qui caractérise le secteur minier congolais depuis plusieurs décennies, marquée par des contrats obscurs, la corruption et la captation illicite des ressources. La publication des contrats, la traçabilité des flux et la diffusion des données financières et environnementales sont des actions simples mais déterminantes. Elles instaurent la confiance, limitent les marges de manœuvre des réseaux illégaux et privent les groupes armés de leurs ressources (SEBIGUNDA, 2024). Bien

que les outils existants soient encore fragiles et imparfaits, leur mise en œuvre démontre que l'accroissement de la transparence réduit significativement les opportunités de fraude.

Redevabilité

Le second pilier, la redevabilité, impose que tous les acteurs — publics, privés et coutumiers — répondent de leurs décisions et de leurs impacts. Un cadre normatif clair, une justice active et des sanctions effectives constituent le socle de cette responsabilité. Les communautés affectées doivent également bénéficier de mesures de réparation (MARYSSE et TSHIMANGA, 2013). La redevabilité inclut la participation des populations locales, qui devient un garde-fou contre l'exclusion et un outil de contrôle social. Comme le soulignent LIBOTO et al. (2025), l'implication des communautés contribue à réduire les tensions et à limiter l'émergence de conflits.

Vision nationale

Le troisième pilier, la vision nationale, assure la cohérence des réformes. Sans stratégie globale, les initiatives s'éparpillent, les responsabilités se diluent et les minerais stratégiques sont exploités de manière désordonnée, entraînant des violations des droits humains et des destructions environnementales (AMNESTY INTERNATIONAL, 2025). Une vision intégrée articule les politiques minières avec le développement économique, la justice sociale et la transition énergétique, offrant un horizon commun : faire des ressources naturelles un levier de prospérité plutôt qu'une source de fragilité.

En somme, la réforme de la gouvernance minière en RDC repose sur ces trois leviers : transparence, redevabilité et vision nationale partagée. Ce triptyque constitue le pivot de la transformation. Sans ces éléments, les mécanismes de traçabilité resteront fragiles et la participation locale, symbolique. Avec eux, la gouvernance minière peut concilier performance économique, respect des droits humains et stabilité politique, brisant ainsi le cercle vicieux entre exploitation illégale, corruption et conflits armés.

Vers des mécanismes de traçabilité efficaces, équitables et audités

La mise en place de mécanismes de traçabilité constitue un prolongement indispensable de la réforme de la gouvernance minière en République démocratique du Congo (RDC). Sans suivi rigoureux, la transparence demeure théorique et la redevabilité reste limitée. La traçabilité devient alors un instrument stratégique permettant d'identifier l'origine, le cheminement et la destination des minerais, tout en empêchant leur intégration dans des circuits illégaux ou violents.

Dans un secteur où l'exploitation artisanale et l'extraction industrielle coexistent difficilement, les outils numériques offrent des perspectives intéressantes. Cependant, ces outils doivent être associés à des contrôles physiques et à des bases de données centralisées, soutenus par des organes d'audit indépendants (POURTIER, 2012).

L'efficacité de ces mécanismes dépend également de leur équité. Une traçabilité perçue comme une contrainte externe, excluant les communautés locales, risque de renforcer les tensions. À l'inverse, l'inclusion des populations dans la surveillance et la redistribution des bénéfices renforce la légitimité et la durabilité du système. Des dispositifs participatifs, tels que les comités locaux de suivi ou la transparence sur les taxes et contrats, permettent d'impliquer directement les habitants dans la gouvernance minière (POLEPOLE, 2013).

Les audits constituent un autre pilier essentiel. Menés de manière indépendante, régulière et par des organismes nationaux et internationaux, ils permettent de révéler fraudes et flux occultes, ainsi que d'identifier les complicités entre acteurs publics et privés. La publication des résultats renforce la transparence et permet un contrôle collectif par l'État, la société civile et les communautés, limitant ainsi l'infiltration des groupes armés et freinant les réseaux de corruption (MULUNGULUNGU, 2022).

Enfin, la traçabilité a une dimension internationale. Dans un contexte de forte demande mondiale en cobalt et cuivre, la RDC doit garantir des systèmes fiables pour éviter l'exclusion de ses minerais des chaînes d'approvisionnement responsables. Un dispositif robuste attire des investissements durables et renforce les retombées sociales de l'exploitation minière sur l'économie nationale (POURTIER, 2012). Le succès de la traçabilité repose toutefois sur un ancrage politique solide et une vigilance constante pour prévenir la capture du système par des intérêts privés.

Ainsi, la traçabilité efficace combine trois logiques : performance technique, équité sociale et audit rigoureux. C'est à cette condition qu'elle devient un levier central pour contrôler les flux miniers et transformer les ressources naturelles en facteur de paix et de développement durable en RDC.

La participation locale comme levier de légitimité et de stabilisation

L'intégration effective de la participation locale dans la gouvernance minière constitue un élément fondamental pour asseoir la légitimité des dispositifs de contrôle, notamment les mécanismes de traçabilité. La simple mise en place de systèmes techniques et institutionnels, même sophistiqués, reste insuffisante sans un véritable ancrage au niveau des communautés vivant dans les zones d'exploitation.

La participation locale dépasse la consultation formelle. Elle doit inclure activement les populations dans la prise de décision, le contrôle des opérations et la redistribution des bénéfices, constituant ainsi un levier puissant de stabilisation sociale et politique (KALALA et MBIYE, 2009).

Cette inclusion repose sur l'intégration des autorités coutumières et locales dans l'organisation sociale des zones minières. Leur implication permet d'adapter la gouvernance minière au contexte local, réduisant la fracture entre l'État central et les communautés. À l'inverse, leur exclusion conduit fréquemment à la défiance, à la clandestinité des activités minières et à la prolifération de réseaux illicites ou armés, qui exploitent la marginalisation sociale à des fins politiques et économiques.

Par ailleurs, la participation locale constitue un instrument de transparence et de dialogue. Elle facilite la gestion des retombées économiques, notamment des royalties, et crée des espaces de négociation entre acteurs aux intérêts divergents. En responsabilisant les opérateurs miniers et les autorités locales, elle favorise l'autonomisation des communautés et transforme les populations en actrices de la gouvernance plutôt qu'en victimes passives (MOLEKA, 2024).

Enfin, cette dynamique doit être consolidée par un accompagnement institutionnel et réglementaire garantissant la représentativité et la formation des acteurs communautaires. Elle contribue à créer un équilibre entre exploitation économique, justice sociale et paix civile, tout en renforçant la légitimité de l'État et l'attractivité internationale du secteur minier. Ainsi, la participation locale apparaît comme un levier essentiel pour rompre le cycle des conflits liés aux ressources naturelles et promouvoir une gouvernance minière inclusive et durable (MOLEKA, 2024).

En résumé, la participation locale constitue un pilier central pour assurer la légitimité des réformes institutionnelles, renforcer la redevabilité des mécanismes de traçabilité et stabiliser les relations sociales autour des ressources minières. Elle souligne la nécessité d'une approche intégrée combinant rigueur technique, gouvernance renouvelée et inclusion active des communautés afin de rompre la spirale conflictuelle en RDC.

DEFIS DE MISE EN ŒUVRE ET PERSPECTIVES POUR UNE PAIX DURABLE EN RD CONGO

Synergies et interconnexions : la nécessité d'une approche intégrée

Coopération régionale et internationale

La réussite d'une approche intégrée de la gouvernance minière en République démocratique du Congo (RDC) dépend largement d'une coopération régionale et internationale renforcée. Cette coopération dépasse les frontières nationales et devient une condition fondamentale pour l'établissement d'une paix durable dans un contexte où les conflits liés aux ressources naturelles sont transnationaux, impliquant États voisins, réseaux économiques et groupes armés.

La coordination multilatérale apparaît donc indispensable. Elle permet l'harmonisation des mécanismes de gouvernance, le partage d'informations et la consolidation des dispositifs de contrôle, tant au niveau régional que global. Cette exigence complète les démarches de participation locale décrites précédemment : l'intégration des communautés nationales doit s'accompagner d'une stratégie diplomatique capable de répondre aux dynamiques transfrontalières du conflit (CYUZUZO, 2020).

Les organisations régionales africaines jouent un rôle clé, notamment la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). Ces institutions facilitent l'élaboration de normes communes, la circulation de données stratégiques et le suivi coordonné des flux miniers et financiers. Leur importance s'accroît dans un contexte de frontières particulièrement poreuses (MAINDO, 2025). Le renforcement de leurs capacités institutionnelles apparaît alors comme un levier essentiel pour pallier les insuffisances nationales, réduire la corruption et promouvoir une paix durable fondée sur la gestion concertée et transparente des ressources naturelles.

À cette dimension régionale s'ajoute l'échelle internationale. La mobilisation extérieure agit simultanément sur les plans diplomatique, financier et normatif. Des acteurs tels que l'Union européenne, les Nations unies ou les États-Unis influencent profondément les processus de stabilisation. Par les accords bilatéraux et multilatéraux, ils exercent une pression directe sur les parties impliquées dans les circuits criminels liés aux minerais. L'accord de paix signé à Washington entre la RDC et le Rwanda constitue un exemple récent de diplomatie active soutenue par les grandes puissances (MAINDO, 2025). Au-delà de la médiation, cette coopération vise également à instaurer des partenariats stratégiques dans le secteur minier afin de promouvoir des pratiques responsables et de garantir la traçabilité des minerais jusqu'aux marchés internationaux.

La coopération internationale joue également un rôle majeur dans le renforcement de la gouvernance nationale. Elle se manifeste par le transfert de technologies, la formation des cadres techniques et institutionnels, ainsi que le soutien aux systèmes de traçabilité. La

complémentarité entre ressources locales et expertise étrangère permet la construction de mécanismes de contrôle robustes et résistants à la corruption. L'aide financière extérieure, conditionnée au respect de normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), incite par ailleurs l'État congolais à aligner ses politiques sur les standards internationaux, renforçant ainsi la légitimité et la durabilité des réformes (MAINDO, 2025).

Indicateurs de suivi et évaluation de l'impact

L'élaboration d'indicateurs précis et pertinents de suivi et d'évaluation constitue une étape déterminante pour consolider une approche intégrée permettant de rompre durablement le lien entre exploitation des ressources naturelles et conflits armés en RDC. Ces indicateurs doivent refléter la complexité multidimensionnelle des dynamiques en jeu, en mesurant à la fois les transformations institutionnelles, sociales et économiques associées aux réformes de gouvernance, ainsi que leur impact sur la sécurité et la cohésion communautaire. Leur conception exige une rigueur méthodologique combinée à une adaptabilité contextuelle afin de rendre compte de manière exhaustive des progrès accomplis.

Au-delà de la violence immédiate

Le premier défi consiste à dépasser les indicateurs centrés uniquement sur la réduction immédiate des violences armées. Il est essentiel d'évaluer la qualité et la solidité des mécanismes institutionnels mis en place pour renforcer la transparence dans les chaînes d'approvisionnement minier. Cela implique des mesures de fiabilité des systèmes de traçabilité, de fréquence et d'efficacité des audits indépendants, ainsi que de réduction des circuits illicites et de la corruption (MAINDO, 2025).

Parallèlement, l'évaluation doit intégrer des paramètres concernant la réinsertion socioéconomique des communautés affectées et des anciens combattants, conformément aux enseignements tirés des programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), où le manque de suivi à longterm a constitué un obstacle majeur à la paix durable (Georges, 2024).

Une logique régionale et internationale

Les indicateurs doivent également refléter les dimensions régionales et internationales des dynamiques de conflit. Ils doivent documenter le degré de coordination entre institutions régionales (CEEAC, CIRGL) et initiatives internationales. Le suivi des accords de paix – comme celui signé à Washington entre la RDC et le Rwanda – doit intégrer des critères portant sur la mise en œuvre réelle des engagements, la fluidité des échanges d'information, la réduction des incidents transfrontaliers liés aux activités minières et la coopération sécuritaire (MAINDO, 2025).

Cette dimension transnationale permet d'évaluer concrètement l'impact des pressions diplomatiques sur la stabilisation locale.

Participation communautaire

Un autre axe fondamental concerne la participation communautaire. Les indicateurs doivent mesurer l'évolution de la gouvernance locale, l'appropriation des politiques de gestion des ressources naturelles et les effets socioéconomiques en matière d'inclusion, d'emploi et de reconnaissance des droits des populations autochtones.

Il s'agit notamment d'évaluer :

- Le degré d'intégration des communautés dans les comités locaux de surveillance ;
- La transparence des processus décisionnels locaux ;
- L'amélioration des conditions de vie liée à la redistribution équitable des revenus miniers (Georges, 2024).

Méthodologie et renforcement des capacités

La fiabilité des indicateurs dépend également du renforcement des capacités nationales en matière de collecte, d'analyse et de diffusion des données. Les mécanismes de monitoring doivent être co-construits avec les acteurs locaux congolais et appuyés par les partenaires internationaux afin de garantir qu'ils reflètent fidèlement les réalités du terrain. Le recours aux technologies de traçabilité constitue ici un outil essentiel pour alimenter un système d'alerte précoce capable de prévenir les tensions liées aux ressources naturelles (Georges, 2024).

Vers des indicateurs dynamiques et stratégiques

Enfin, les indicateurs doivent être conçus comme des outils dynamiques, évolutifs et participatifs, intégrant les contributions combinées des autorités étatiques, des communautés locales et des partenaires internationaux. Leur révision régulière garantit la cohérence de l'approche intégrée et permet d'ajuster les politiques aux mutations sécuritaires, économiques et institutionnelles.

Loin de se limiter à des instruments techniques, ces indicateurs deviennent de véritables leviers stratégiques d'appropriation collective et de légitimité, indispensables pour instaurer une gouvernance des ressources naturelles à la fois responsable, transparente et durable, et pour briser de manière pérenne le lien entre exploitation minière et conflits armés (MAINDO, 2025).

Recommandations stratégiques et perspectives de recherche

Dans la continuité de la réflexion portant sur l'établissement d'indicateurs précis et adaptés, il apparaît indispensable de formuler un ensemble cohérent de recommandations stratégiques permettant de concrétiser l'approche intégrée visant à rompre le lien entre l'exploitation des ressources naturelles et les conflits armés en République démocratique du Congo (RDCongo). Ces recommandations doivent être élaborées en tenant compte des dynamiques multidimensionnelles précédemment évoquées ainsi que des enseignements issus des expériences passées, notamment en matière de gouvernance, de traçabilité et de participation communautaire.

Une première orientation stratégique essentielle réside dans la consolidation et la réforme des institutions nationales chargées de la gestion des ressources naturelles. Plutôt que de se limiter à des politiques ponctuelles ou sectorielles, il est impératif d'amorcer une réforme globale des mécanismes de gouvernance, intégrant des principes de transparence, de responsabilité et d'imputabilité à tous les niveaux. Cela requiert une restructuration des cadres législatifs et réglementaires afin d'éliminer les zones d'ombre qui favorisent la corruption et les trafics illicites susceptibles d'alimenter les groupes armés. Dans cette optique, les réformes doivent inclure des mécanismes contraignants, tels que des audits indépendants renforcés et des sanctions effectives pour les acteurs déviants, afin de garantir l'application stricte des normes instaurées (GEORGES, 2024). Ce renforcement institutionnel doit être accompagné d'un accroissement des capacités techniques et humaines, notamment par la formation spécialisée et un soutien technique continu, afin de professionnaliser davantage la gestion des ressources et de réduire la dépendance à l'égard d'acteurs externes parfois peu transparents.

Parallèlement, la mise en place de systèmes de traçabilité robustes constitue un levier essentiel pour freiner les circuits illégaux et assurer une transparence accrue dans les filières d'approvisionnement minier. Ces systèmes ne doivent pas se limiter à des dispositifs technologiques, mais doivent s'inscrire dans des infrastructures intégrées mobilisant à la fois la technologie de la chaîne de blocs (*blockchain*), la géolocalisation et des bases de données centralisées accessibles à divers acteurs. Leur efficacité repose sur une collaboration étroite entre les autorités publiques, les entreprises minières, les organisations de la société civile et les communautés locales, afin d'assurer une vérification continue, démocratique et transparente des flux de minerais, de l'extraction jusqu'à la commercialisation internationale (MAINDO, 2025). De plus, l'appropriation locale de ces technologies, soutenue par une formation ciblée et un transfert de compétences, constitue un facteur déterminant pour réduire les risques de manipulation ou de coopération clandestine avec des groupes armés.

Dans la même dynamique, l'encouragement d'une participation communautaire authentique doit être placé au cœur des stratégies de paix durable. Trop souvent marginalisées ou instrumentalisées, les communautés locales doivent devenir des actrices à part entière des processus décisionnels relatifs à la gestion des ressources, à la surveillance des exploitations minières et à la redistribution des bénéfices. Le renforcement de la gouvernance locale passe ainsi par la création de plateformes de dialogue inclusives où les voix des populations autochtones, des femmes et des jeunes peuvent s'exprimer librement et être prises en compte (GEORGES, 2024).

Une autre dimension fondamentale de ces recommandations concerne le renforcement de la coopération régionale et internationale. L'expérience récente des accords de paix, tels que celui signé à Washington en 2025 entre la RDCongo et le Rwanda, montre que les efforts de paix durable doivent dépasser les frontières nationales pour traiter efficacement les enjeux transfrontaliers liés à l'exploitation des ressources minérales. Il importe de favoriser une intégration plus poussée entre les mécanismes régionaux d'observation, d'échange d'informations et de contrôle, impliquant notamment la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), avec un soutien actif de partenaires internationaux comme les États-Unis. Ceux-ci jouent un rôle crucial en exerçant une pression diplomatique et en accompagnant la RDCongo dans le développement d'un partenariat minier responsable, susceptible d'encourager les bonnes pratiques et de limiter le financement des groupes armés par le trafic des minerais (MAINDO, 2025).

Sur le plan de la recherche, un élargissement des perspectives analytiques apparaît nécessaire pour appréhender les évolutions complexes des dynamiques conflits-ressources. Les travaux futurs devraient s'orienter vers une approche interdisciplinaire combinant sciences politiques, économie du développement, droits humains et études environnementales. Une telle diversité méthodologique permettrait de nuancer les modèles d'analyse en intégrant les dimensions socioculturelles des communautés autochtones, l'impact environnemental à long terme ainsi que les recompositions géopolitiques régionales. Il est également essentiel de développer des études longitudinales afin d'évaluer les effets à moyen et long terme des réformes et des mécanismes de traçabilité sur la réduction des conflits, la résilience locale et le renforcement institutionnel (GEORGES, 2024).

Enfin, il convient de souligner la nécessité d'une boucle de rétroaction permanente entre la recherche, la mise en œuvre et l'évaluation, afin d'adapter continuellement les stratégies aux résultats observés. Cette démarche évaluative, inscrite dans une logique de gestion

adaptative, permettrait d'éviter les écueils d'une rigidité institutionnelle et d'encourager l'innovation politique et technique dans un contexte en constante évolution.

En somme, la construction d'une paix durable en RDCongo fondée sur une gestion intégrée des ressources naturelles exige une approche stratégique plurielle dans laquelle réformes institutionnelles approfondies, mécanismes technologiques avancés, participation communautaire active et coopération régionale sont étroitement imbriqués. Ces recommandations, éclairées par une recherche scientifiquement renouvelée, constituent un guide opérationnel essentiel pour transformer durablement la relation entre ressources naturelles et dynamiques conflictuelles, inscrivant ainsi la RDCongo dans un processus de paix inclusive et durable.

CONCLUSION

La réduction durable des conflits en République démocratique du Congo (RDC) requiert une approche intégrée articulant réformes institutionnelles, innovations technologiques et participation communautaire. Les analyses démontrent que la persistance des violences dans l'Est du pays résulte principalement d'une gestion fragmentée et corrompue des ressources naturelles, aggravée par l'absence de mécanismes efficaces de contrôle ainsi que par la marginalisation des populations locales (AMNESTY INTERNATIONAL, 2025). L'approche intégrée vient répondre à ces failles structurelles en combinant réforme de la gouvernance, dispositifs technologiques de traçabilité et inclusion sociale.

La réforme institutionnelle constitue le socle de cette stratégie. Elle vise à restaurer la légitimité de l'État en imposant des normes contraignantes, en renforçant les mécanismes de reddition de comptes et en réduisant l'influence des élites corrompues impliquées dans les réseaux d'exploitation illégale. Ces changements structurels créent un environnement propice à l'application efficace des outils technologiques et à l'instauration d'une plus grande transparence dans la chaîne d'approvisionnement minière (GEORGES, 2024).

Les systèmes de traçabilité issus des technologies avancées—tels que la blockchain et les outils de géolocalisation—représentent un levier essentiel pour assainir le secteur extractif. En garantissant un suivi rigoureux de l'origine et du parcours des minerais, ces technologies contribuent à limiter les circuits illicites et à orienter les ressources vers des filières légales et responsables. Leur efficacité dépend toutefois de leur appropriation locale afin d'éviter la reproduction des inégalités ou la captation des dispositifs par des acteurs informels (MAINDO, 2025).

Enfin, la participation active des communautés locales, combinée à une coopération régionale et internationale renforcée, complète cette stratégie globale. L'inclusion citoyenne

accroît la légitimité des politiques publiques, prévient les tensions sociales et transforme les populations en actrices de la gouvernance locale. Parallèlement, une coordination régionale et internationale demeure indispensable pour harmoniser les normes, encadrer les marchés et exercer une pression diplomatique en faveur de la paix (AMNESTY INTERNATIONAL, 2025). La synergie entre ces différents niveaux—local, national, régional et international—constitue la voie la plus crédible pour rompre durablement le lien entre exploitation minière et conflits armés en RDC.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AMNESTY INTERNATIONAL. (2024). *Pourquoi la République démocratique du Congo est-elle ravagée par les conflits ?* AMNESTY INTERNATIONAL. Consulté le 23/05/2025, à l'adresse : <https://www.amnesty.org/fr/latest/campaigns/2024/10/why-is-the-democratic-republic-of-congo-wracked-by-conflict/>.

AMNESTY INTERNATIONAL. (2025). *Pourquoi autant de conflits en République démocratique du Congo ?* AMNESTY INTERNATIONAL BELGIQUE. Consulté le 24/05/2025, à l'adresse : <https://www.amnesty.be/infos/actualites/rdc-sources-conflits>.

BBC AFRIQUE. (2024). *RDC : comment les ressources naturelles alimentent les conflits dans l'Est du pays*. BBC AFRIQUE. Consulté le 30/08/2025, sur : <https://www.bbc.com/afrique/articles/ckgzmr1vzy1o>.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES. (2025). *Rapports du Groupe d'experts sur la République Démocratique du Congo – Résolution 1533*. Consulté le 06/04/2025, sur : <https://main.un.org/securitycouncil/en/sanctions/1533/panel-of-experts/expert-reports>.

CYUZUZO, L. (2020). *L'exploitation minière à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC)*. Mémoire de Master 1, EHESS. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.34746.21441>.

GEORGES, M. S. (2024). *Corruption et gestion des ressources naturelles : Moteurs des conflits armés dans l'Est de la RDC*. Kinshasa : Publication indépendante. Consulté le 22/08/2025, sur : https://www.academia.edu/130380262/Corruption_et_gestion_des_ressources_naturelles_Moteurs_des_conflits_arm%C3%A9s_dans_lEst_de_la_RDC.

IPIS RESEARCH. (2025). *Understanding artisanal mining supply chains and conflict financing in DRC*. Consulté le 08/07/2025, sur : <https://ipisresearch.be/project/understanding-artisanal-mining-supply-chains-and-conflict-financing-in-drc/>.

JAMAR, A., SAMNICK, D. A., RAMAZANI KALYONGO, L. et CHEMOUNI, B. (dir.) (2023). *Conjonctures de l'Afrique centrale 2023*. Cahiers africains : Afrika Studies, n° 101. Paris : L'Harmattan.

KALALA, F. K. et MBIYE, T. (2009). Ressources naturelles, gouvernance et défis d'une croissance soutenue en RDC. In *Annuaire de l'Afrique des Grands Lacs 2008-2009* (pp. 141-159). Université d'Anvers / L'Afrique des Grands Lacs. Consulté le 13/07/2025, à l'adresse : <https://medialibrary.uantwerpen.be/oldcontent/container2143/files/Publications/Annuaire/2008-2009/10-Kalala-Mbiye.pdf>.

LIBOTO, M., DIENE, P. D. et KATENDE, J. C. (2025). *Transformer la richesse minière en levier de développement durable : La République démocratique du Congo face aux enjeux de la transition énergétique*. Goma : Natural Resource Governance Institute. Consulté le 08/07/2025, sur : resourcegovernance.org.

MAINDO, A. (2025). *Des minerais pour une paix durable et la prospérité intergénérationnelle*. Afrikarabia. Consulté le 17/08/2025, sur : <https://afrikarabia.com/wordpress/tribune-des-minerais-pour-une-paix-durable-et-la-prosperite-intergenerationnelle/>.

MARYSSE, S. et TSHIMANGA, C. (2013). La guerre pour les ressources naturelles en République démocratique du Congo. In *Conflits et ressources naturelles en Afrique centrale* (pp. 101–120). Louvain-la-Neuve : Centre Tricontinental (CETRI). Consulté le 28/09/2025, sur : <https://www.cairn.info>.

MOLEKA, P. (2024). *Ressources naturelles en RD Congo. Défis et gouvernance durable*. Kinshasa : GRIN Verlag.

MULUNGULUNGU, N. S. (2022). *Droit minier congolais : de la théorie à la pratique. Exploitation artisanale des substances minérales*. Kinshasa : Éditions Academia.

NGOYI, N. W. et MANTSIE, R.-W. (2024, 23 mai). La gouvernance des ressources naturelles et la résurgence des conflits armés en Afrique subsaharienne. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 7(2). Consulté le 23/07/2025, à l'adresse : <https://revue-isg.com/index.php/home/article/view/1619>.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU). (2025). *Pourquoi l'ONU est-elle en RDC depuis 65 ans ?* ONU Info. Consulté le 02/08/2025, sur : <https://news.un.org/fr/story/2025/02/1152746>.

POLEPOLE, B. (2013). *Cadre légal et institutionnel de la gouvernance des ressources naturelles en RDC*. Kinshasa : L'Harmattan.

POURTIER, R. (2012). Ressources naturelles et conflits en Afrique subsaharienne (Natural resources and conflicts in Sub-Saharan Africa). *Bulletin de l'Association de géographes français*, 89(1), 34-53. <https://doi.org/10.3406/bagf.2012.8243>. Consulté le 28/06/2025, à l'adresse : https://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_2012_num_89_1_8243.

SEBIGUNDA, J. N. (2024). *De l'efficacité des mécanismes de traçabilité minière et de devoir de diligence en République Démocratique du Congo : Le cas des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu*. Goma : Les Éditions de Pole Institute. Consulté le 02/08/2025, sur : pole-institute.org.

ZOLA, L. K. (2024). *Les mécanismes de protection des ressources naturelles du sol et du sous-sol en RDCongo*. Kinshasa : Harmattan RDC.

Academic Editor : Congo Research Papers, RDC

Citation : AMU KABALE John, MESONGOLO NKOY MAFUTA Rachel et NZUNGU MASENGO Arlette (2025). Gouvernance, traçabilité et participation locale : vers une rupture du cycle de conflit lié aux ressources naturelles en République Démocratique du Congo. *Congo Research Papers*, Volume 6, issue 3. pp.31-50.

Copyright : © 2025 par CRP-RDC. Submitted for possible open-access publication under the terms and conditions of the Creative Commons Attribution license CC BY-NC-ND 4.0.

Conflict of interest : The author has no conflict of interest to declare.